

Pour aider le peuple palestinien dans sa lutte contre l'apartheid nous soutenons le boycott culturel

Le boycott est une manière de lutter sans prendre les armes. Ainsi Gandhi le pratiquant obstinément a obtenu le départ des Britanniques ; plus tard en Afrique du Sud le boycott soutenu internationalement a contribué à la fin de la ségrégation.

Le BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), en prônant le boycott des produits israéliens et des investissements dans les colonies, atteint le commerce et l'économie israélienne.

Le boycott culturel, lui, vise l'image d'Israël ; en effet, cet état viole impunément le droit international, méprise les déclarations de l'ONU, et en même temps, il se sert de la culture pour afficher aux yeux du monde son excellence et assurer sa réputation. Ceux qui devraient avoir une fonction critique : universitaires, intellectuels, artistes et qui ne prennent pas la parole sont complices de cet Etat.

Ce boycott est une action de persuasion et d'information : les militants demandent aux artistes, aux intellectuels de refuser de coopérer et de se produire à la demande d'institutions officielles dans ce pays ; ce qui est très exigeant. Symétriquement ils boycottent (ou tentent de le faire) les manifestations que promeut Israël à l'étranger : festivals, salons, expositions à des fins de propagande sous couvert d'échange et de partage de la culture.

Une telle campagne s'est organisée à partir de la demande des Palestiniens En 2004, le PACBI (Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël) appelle les universitaires et intellectuels du monde entier à lutter par ce moyen pour mettre fin à l'occupation, la colonisation et le système d'apartheid mis en place par Israël depuis sa création, et pour la réalisation du retour des réfugiés palestiniens conformément au droit international.

Ce sont surtout des artistes : écrivains, cinéastes, musiciens qui s'engagent. En 2006 John Berger, écrivain britannique qui habitait en France, relaie cet appel : il publie une déclaration à laquelle des dizaines d'artistes, d'écrivains répondent positivement. Plus récemment des centaines d'artistes de tous pays refusent de participer à des manifestations culturelles parrainées par les institutions israéliennes ; ce fut le cas de Ken Loach, Jean-Luc Godard, Peter Brook, Roger Waters, Angela Davis, Naomi Klein, Cat Power, Shakira, Gilberto Gil

Est-ce bafouer la liberté d'expression ?

Peut on invoquer un tel argument alors que cet Etat refuse aux Palestiniens leurs droits fondamentaux comme celui de retourner sur les terres dont ils ont été expulsés en 48, comme le droit de circuler sans contrôle dans leur pays, celui de pouvoir sans entraves sortir de Gaza et y pénétrer, et alors que les Palestiniens vivant en Israël ne sont pas traités comme des citoyens légitimes au prétexte qu'ils ne sont pas juifs. Maintenant le gouvernement menace même des cinéastes qui dans leurs œuvres peuvent critiquer la société israélienne bien qu'ils ne s'opposent pas globalement à la politique colonialiste de leur pays.

Précisons que ce boycott ne vise pas des artistes ou des écrivains, pris individuellement, tant qu'ils ne se font pas les complices de la politique d'apartheid.

Il reste que nous attendons des intellectuels, des artistes, chargés par nature d'alerter les esprits, qu'ils s'indignent ouvertement contre ce gouvernement qui n'hésite pas à tuer des civils, des enfants : en 2014, avec l'opération « Bordure Protectrice », il y eut 2000 morts dont 500 mineurs, à Gaza ; et, depuis le début de « la Marche du retour », l'armée massacre chaque semaine des résistants de Gaza - Nous savons qu'une compagnie de danse réputée se produit en France... Nous ne pouvons oublier que dans le même temps de jeunes Gazaouis, blessés à la jambe par les soldats de Tsahal, sont amputés ; eux ne pourront plus danser, ils marcheront avec des prothèses.

Que valent ces discussions à propos de la liberté d'expression face à cette tragédie ?

Femmes en Noir de Lyon



novembre 2018